



## Décision individuelle n°547/2021

**Pétitionnaire** : Madame Amaëlle Brignoli – France 3 Alpes  
**Adresse** :  
**Localisation** : Le Bourg-d'Oisans  
**Nature de la demande** : **Nature de la demande** : Prises de vues et de sons à des fins professionnelles ou à but commercial refusant des vols de drone à moins de 1000 mètres du sol et pénétration en Réserve Intégrale du Lauvitel  
**Dossier suivi par** : Annick MARTINET – Richard BONET – Jérôme FORET

### Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L331-16, L331-18, L331-24, L331-26, R331-62 et suivants ;

**Vu** la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

**Vu** le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment ses articles 3 et 16 ;

**Vu** le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment ses MARCoeur n°19 et 25 ;

**Vu** le décret n°95-705 du 9 mai 1995 de création de la réserve intégrale du Lauvitel et notamment son article 11-2 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

**Vu** le plan de gestion 2012–2025 de la réserve intégrale approuvé par résolution n°07/2012 du Conseil d'administration du 9 mars 2012 ;

**Considérant** que la demande de prises de vues et de sons, formulée le 15 septembre 2021, consiste à réaliser un reportage pour France 3 Alpes. Les prises de vues et de sons sont réalisées en réserve intégrale du Lauvitel lors des journées du patrimoine, dans le cœur du parc national des Écrins, sur la commune de Le Bourg-d'Oisans.

**Considérant** que la demande est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 25 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques, pédagogiques ou artistiques » ;

**Considérant** que le survol motorisé (y compris les drones) du cœur du parc national des Écrins à moins de 1000 m du sol est interdit ;

### Décide :

#### Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

Mme Amaëlle BRIGNOLI pour France 3 Alpes, est autorisée à pénétrer et réaliser des prises de vues dans la réserve intégrale du Lauvitel, sur la commune de Le Bourg-d'Oisans, dans le cœur du parc national des Écrins.

Cette pénétration et ces prises de vues sont réalisées dans le cadre des journées du patrimoine.

## Article 2 : Prescriptions

La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes en cœur de parc national :

1. les images devront être réalisées à pieds, sans véhicule terrestre ou aérien,
2. l'utilisation de drone est interdite,
3. les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit,
4. absence d'utilisation de moyen ou chose de nature à troubler le calme et la tranquillité des lieux,
5. tout matériel apporté et tout déchet produit lors des prises de vues devront être emportés en dehors du cœur du parc national,
6. l'équipe de tournage adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale en réserve intégrale et cœur de parc national,
7. le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère de la réserve intégrale et du Parc national ou de nature à inciter au nom respect de la réglementation,
8. absence d'évocation directe ou indirecte de pratiques, d'usages ou d'activités contraires à la réglementation en vigueur,
9. une mention devra préciser que les prises de vues ont été réalisées dans le respect des règles en vigueur dans la réserve intégrale et le cœur du parc national, avec l'autorisation du directeur,
10. ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que celui mentionné à l'article 1,
11. la publicité sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du parc national,
12. le bénéficiaire est tenu de fournir au parc national des Écrins une copie du film qui se réserve le droit d'interdire la diffusion des images si les contextes de diffusion ne respectent pas les valeurs portées par l'établissement,

## Article 3 : Durée

La présente décision est délivrée pour le 19 septembre 2021.

À Gap, le 16/09/2021

Le directeur adjoint du Parc national des Écrins,



Thierry DURAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.